

Jordan GUEDIGUI
Commissaire aux comptes

Alan RODOLPH
Commissaire aux comptes

17, rue de Nevers
75006 PARIS
tél : 01 42 01 35 66
contact@auditeurs-advisory.com

FONDS DE DOTATION EDUCATIF ET INTERCULTUREL

19 Avenue de la SAUSSAYE
93700 DRANCY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
AVEC CERTIFICATION SANS RESERVE ET SANS INCERTITUDE
SIGNIFICATIVE
SUR LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Exercices clos au 31 /12/ 2021 et au 31/12/2022

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du FONDS DE DOTATION EDUCATIF ET INTERCULTUREL relatifs aux exercices clos le 31/12/2021 et le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FONDS DE DOTATION EDUCATIF ET INTERCULTUREL à la fin de ces exercices.

Nous précisons que le FONDS DE DOTATION EDUCATIF ET INTERCULTUREL a effectué la nomination de commissaire aux comptes pour l'exercice 2024. Ce rapport est émis dans le cadre d'un audit de rattrapage pour les exercices 2021 et 2022.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du FONDS DE DOTATION EDUCATIF ET INTERCULTUREL à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FONDS DE DOTATION EDUCATIF ET INTERCULTUREL ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances

Commissariat Aux Comptes et missions connexes

ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Paris, le 3 avril 2025

AUDITEURS ASSOCIES CAC

Commissaire aux comptes


Jordan GUEDIGUI

COMPTE DE RESULTAT DETAILLE

FONDS DOTATION EDUCATIF INTERCULTUR


Edition du : 01/01/2022 au 31/12/2022

Hors brouillard

Hors simulation

Soldes N-1 de l'exercice

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (marchandises)		
Achats d'approvisionnement		
Variation de stock (approvisionnement)		
Autres charges externes	9 668	12 992
613200 Locations immobilières	7 364	7 108
613500 Locations mobilières	1 013	994
614000 Charges locatives et de copropriété	1 152	1 152
622600 Honoraires		3 600
627000 Services bancaires et assim.	139	138
Impôts, taxes et versements assimilés	14 700	
635000 Autres impôts taxes & vers. ass.	14 700	
Rémunération du personnel	19 744	15 754
641000 Rémunération du personnel	19 744	15 654
641400 Indemnités et avantages divers		100
Charges sociales	266	155
645000 Charges de secur. soc. et prevoy.	266	155
Dotations aux amortissements		
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables immo. incorp. et corp. cédées	31 281	16 519
657000 Aides Financières	16 500	7 300
657100 Bourses accordées usagers	14 781	9 219
Autres charges		
CHARGES FINANCIERES		
TOTAL (I)	75 659	45 420
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)		
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)		
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	75 659	45 420
BENEFICE OU PERTE	279 954	19 491
TOTAL GENERAL	355 613	64 911


 FONDS DE DOTATION
 EDUCATIF ET INTERCULTUREL
 19, avenue de la Saussaye
 93700 Drancy
 Siret : 830 353 876 00014

PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits cessions immobilisations incorp. et corp.		
Autres produits	14 500	64 906
754100 DONS	14 500	64 906
758000 Produits divers gestion courante		
PRODUITS FINANCIERS	1 113	
768000 Autres produits financiers	1 113	
TOTAL (I)	15 613	64 906
PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	340 000	5
778000 Autres produits exceptionnels	340 000	5
TOTAL DES PRODUITS (I+II)	355 613	64 911
TOTAL GENERAL	355 613	64 911

BILAN DETAILLE

FONDS DOTATION EDUCATIF INTERCULTUR

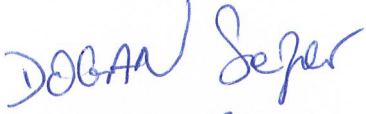
Edition du : 01/01/2022 au 31/12/2022

Hors brouillard

Hors simulation

Soldes N-1 de l'exercice

ACTIF	Exercice N			N-1
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations corporelles	340 000		340 000	
213100 Batiments	340 000		340 000	
Immobilisations financières	1 006		1 006	1 006
275000 Depots et cautionnements ve...	1 006		1 006	1 006
TOTAL I	341 006		341 006	1 006
Actif circulant :				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances :				
Clients et comptes rattachés				
Autres				
Valeurs mobilières de placement	15		15	15
503000 Actions	15		15	15
Disponibilités (autres que caisse)	78 728		78 728	139 194
512000 Banque	7 336		7 336	108 915
512001 COMPTE LIVRET BLEU	71 392		71 392	30 280
Caisse				
TOTAL II	78 743		78 743	139 209
Charges constatées d'avance (III)				
TOTAL GENERAL (I+II+III)	419 749		419 749	140 215



FONDS DE DOTATION
EDUCATIF ET INTERCULTUREL
19, avenue de la Saussaye
93700 Drancy
Siret : 830 353 876 00014

PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
Capitaux propres		
Capital	15 000	15 000
102000 <i>Fond assoc. sans droits de reprise</i>	15 000	15 000
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves réglementées		
- Autres		
Report à nouveau	122 491	103 000
110000 <i>Report à nouveau (solde créditeur)</i>	122 491	103 000
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	279 954	19 491
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	417 445	137 491
Provisions pour risques et charges (II)		
Dettes		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 487	745
401S <i>SAGE</i>	760	745
401T <i>SCI TAVARES</i>	727	
Autres	818	1 979
431000 <i>Sécurité sociale</i>	818	1 979
TOTAL III	2 305	2 724
Produits constatés d'avance (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	419 749	140 215